

# Environnements alimentaires des sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec : un portrait de la situation

Pascale Chaumette, M.Sc.<sup>1</sup>, Sylvie Morency, M.Sc.<sup>2</sup>, Ann Royer, Ph.D.<sup>1</sup>, Simone Lemieux, Ph.D.<sup>3</sup>, Angelo Tremblay, Ph.D.<sup>4</sup>

## RÉSUMÉ

**Objectifs :** Cette étude vise à documenter les environnements alimentaires des sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Elle cherche aussi faire connaître le point de vue de responsables de la municipalité quant aux actions à mettre en place pour faciliter les choix alimentaires sains.

**Méthode :** Des visites d'observation de sites sportifs, récréatifs et culturels ont permis de colliger de l'information sur l'ensemble des aliments qui y sont vendus et servis. Des entrevues semi-dirigées ont été conduites auprès des responsables de la Ville de Québec, d'organismes de loisirs ou communautaires, de concessionnaires alimentaires et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

**Résultats :** Dans l'ensemble, l'offre d'aliments sains dans les machines distributrices et dans les casse-croûte apparaît faible. La Ville de Québec ne dispose pas de lignes directrices ou de politique alimentaire pour ses installations sportives, récréatives et culturelles bien que la majorité des acteurs interrogés soient préoccupés par l'offre alimentaire de ces milieux. Pour corriger cette situation, différentes solutions sont présentées.

**Conclusion :** L'offre alimentaire offerte aux citoyens, utilisant les sites sportifs, récréatifs et culturels, est de faible valeur nutritive. Parmi les propositions énoncées pour remédier à cette situation, deux éléments apparaissent incontournables : l'ajout d'options santé à l'offre alimentaire et l'élaboration de lignes directrices pour les aliments servis. Bien qu'ils soient conscients des difficultés reliées à l'implantation de ces mesures, une majorité de responsables municipaux sont favorables à ces changements, car ils croient qu'un environnement alimentaire sain va de pair avec la pratique d'activité physique.

**Mots clés :** Environnement alimentaire; nutrition; ville

The translation of the Abstract appears at the end of this article.

Rev can santé publique 2009;100(4):310-14.

Les individus évoluent dans une multitude de milieux de vie, notamment les milieux scolaires, communautaires, récréatifs et culturels. L'environnement alimentaire de ces milieux est un des déterminants de la saine alimentation<sup>1</sup>.

Plusieurs enquêtes nationales dressent un portrait peu reluisant de la situation de la nutrition au Québec et soulignent l'importance d'agir pour améliorer les choix alimentaires de la population<sup>2-5</sup>. Conscient de cette responsabilité, le gouvernement du Québec propose dans son *Plan d'action gouvernemental (PAG) de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes liés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir*<sup>6</sup>, des actions pour améliorer l'environnement alimentaire de différents milieux tels que scolaires et communautaires, récréatifs et culturels. Parmi les actions proposées, on suggère de sensibiliser les municipalités aux mesures qu'elles peuvent prendre afin de favoriser une saine alimentation au sein de leur population.

Contrairement au milieu scolaire<sup>7,8</sup>, aucune étude n'a, à notre connaissance, été réalisée concernant les environnements alimentaires en milieu municipal. Afin de mieux planifier les interventions dans ce milieu, il a été choisi de documenter les environnements alimentaires des sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec, et de sonder le point de vue d'acteurs municipaux quant aux actions à mettre en place pour faciliter les choix alimentaires sains.

## MÉTHODE

Cette étude présente des données provenant d'une étude descriptive plus large menée dans la Ville de Québec, de novembre 2005 à mars 2006<sup>9</sup>.

Dans un premier temps, des visites d'observation ont été effectuées au sein d'établissements sportifs, récréatifs et culturels des huit arrondissements (subdivisions administrative et territoriale) de la Ville de Québec. Les établissements ont été choisis par les responsables des arrondissements de la Ville en fonction de la fréquentation des lieux et de la présence d'une offre alimentaire. Lors des visites, une grille d'observation a été utilisée pour colliger des données sur l'ensemble des aliments et boissons offerts dans les distributrices ou les casse-croûte des divers établissements. Les données provenant de chaque grille ont été traitées de manière à obtenir des distributions de fréquences, des médianes et des moyennes selon la présence ou l'absence des différents aliments. Dans le cas des machines distributrices, la proportion d'un aliment ou d'une boisson présent dans une machine par rapport à l'ensemble des autres produits offerts dans la même machine a également été calculée. Les analyses ont été réalisées avec le logiciel SAS, version 9.1.

### Affiliations des auteurs

1. Direction de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, QC
  2. Institut national de santé publique du Québec, Québec, QC
  3. Institut des nutraceutiques et aliments fonctionnels, Département des sciences des aliments et de nutrition, Université Laval, Québec, QC
  4. Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, Québec, QC
- Auteure pour la correspondance et les réimpressions :** Pascale Chaumette, Direction de santé publique de la Capitale-Nationale, 2400, avenue D'Estimaerville, Québec (Québec) G1E 7G9, Tél. : 418-666-7000, poste 417, Téléc. : 418-666-2776, Courriel : pascale.chaumette@sss.gouv.qc.ca

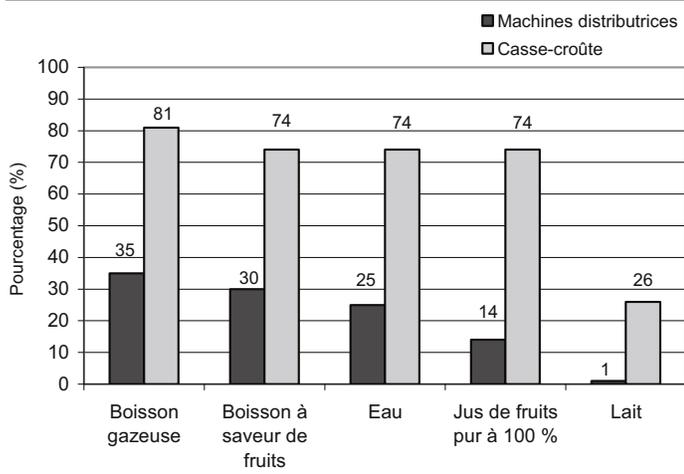
**Remerciements :** Cette étude a été réalisée grâce à une subvention conjointe du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale dans le cadre du Programme de subventions en santé publique. Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont accepté de participer à cette étude. Nous soulignons également la contribution de mesdames Caroline Lamontagne et Manale Ouakki, de la Direction de santé publique de la Capitale-Nationale, pour leur soutien lors de la rédaction de cet article et pour la critique statistique de ce manuscrit.

**Tableau 1.** Répartition des établissements visités dans les huit arrondissements de la Ville de Québec

Arrondissements	Établissements visités	Machines distributrices	Casse-croûte	Comptoirs d'aliments*	Restaurants*	Cantines (maisons de jeunes)*
La Cité	7	26	1	1	1	0
Les Rivières	8	24	3	0	0	2
Sainte-Foy-Sillery	4	9	2	0	0	0
Charlesbourg	7	18	4	0	0	0
Beauport	6	25	4	0	0	0
Limoilou	5	18	2	0	0	0
La Haute-Saint-Charles	4	13	2	0	0	0
Laurentien	6	20	1	1	0	0
<b>Totaux</b>	<b>47</b>	<b>153</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

\* Pour la suite des résultats, ils ont été inclus avec le total des casse-croûte.

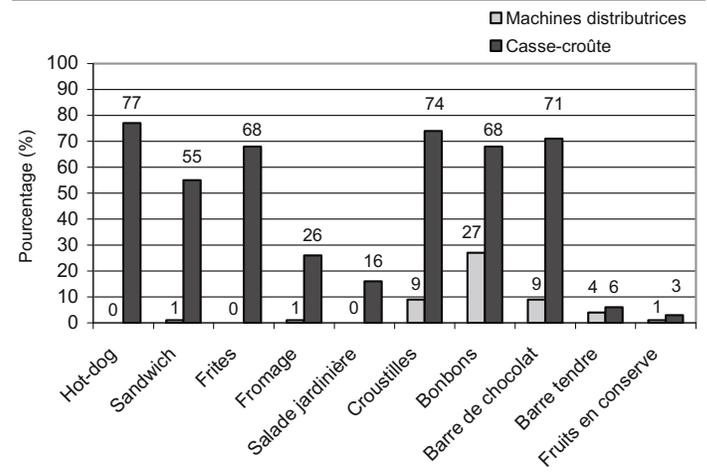
**Figure 1.** Offre de boissons dans les machines distributrices et les casse-croûte



Dans un deuxième temps, 27 entrevues semi-dirigées ont été réalisées avec des responsables issus des quatre organisations suivantes : la Ville de Québec, les organismes de loisirs ou communautaires, les concessionnaires alimentaires et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Les personnes choisies pour les entrevues ont été sélectionnées selon la méthode boule de neige<sup>10</sup> avec comme point de départ un responsable du Service des loisirs de la Ville de Québec. Les entrevues ont été menées majoritairement en personne et quelques-unes au téléphone. Les guides d'entrevue utilisés ont été développés en s'inspirant de grilles d'observation traçant le portrait de la municipalité régionale de comté (MRC) d'Argenteuil dans un contexte de promotion de saines habitudes de vie ainsi que des travaux réalisés dans le cadre des chantiers sur les environnements alimentaires sains de 2005<sup>11</sup>.

Les entrevues ont tout d'abord été retranscrites sous forme de *verbatim*, à partir des enregistrements audio ou à partir des notes prises en cours d'entrevue téléphonique. Par la suite, la transcription du texte a été découpée en unités de signification et leur source a été codifiée. Finalement, la catégorisation et la classification des unités de signification « par analogie de sens » ont permis de réorganiser le matériel pour regrouper en catégories plus larges tous les énoncés dont le sens est similaire. Toutes les unités de signification ont donc été classées dans ces catégories et analysées par fréquence d'apparition de tendances et de thèmes communs selon la procédure de Valiquette<sup>12</sup>. Les propos des personnes interrogées ont alors été classés comme des facteurs facilitants ou des obstacles, selon l'interprétation des évaluatrices.

**Figure 2.** Offre d'aliments dans les machines distributrices et les casse-croûte



**RÉSULTATS**

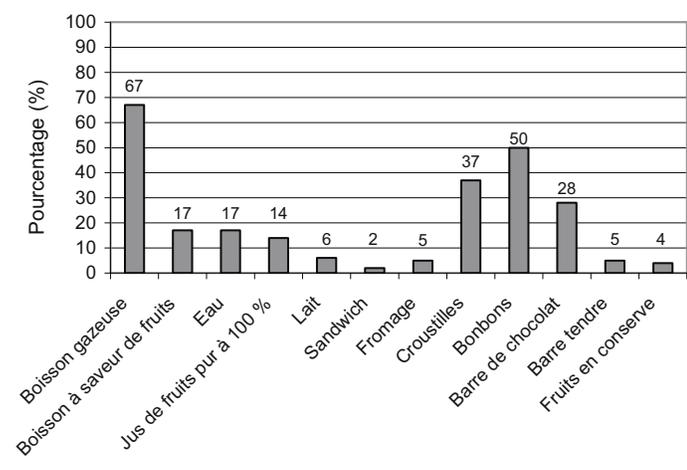
Au total, 48 visites d'observation ont été effectuées dans les établissements sportifs, récréatifs et culturels des huit arrondissements de la Ville de Québec (Tableau 1).

**Offre alimentaire**

Un grand nombre d'items sont offerts à la fois dans les machines distributrices et les casse-croûte. Un total de 15 types de boissons et 20 types d'aliments différents ont été identifiés dans les machines distributrices. Dans les casse-croûte, 20 types de boissons et 71 aliments ou mets ont été répertoriés. Toutefois, pour les fins de cet article, seuls les principaux aliments et boissons sont présentés dans les tableaux et figures.

L'offre des principales boissons dans les machines distributrices et les casse-croûte est présentée à la figure 1. Le pourcentage rapporté représente la proportion de machines distributrices et casse-croûte offrant chaque type de boissons. L'offre de boissons gazeuses et de boissons à saveur de fruits domine même si l'eau et les jus de fruits purs à 100 % sont souvent disponibles.

La figure 2 présente les principaux aliments offerts dans les machines distributrices et les casse-croûte. Encore une fois, le pourcentage rapporté représente la proportion de machines distributrices et casse-croûte offrant chaque aliment. L'offre d'aliments sains y est faible. Dans les machines distributrices, les aliments offerts sont presque exclusivement des friandises, des grignotines ou des desserts commerciaux riches en sucres et en gras trans. L'offre d'aliments sains, entre autres le fromage, les barres tendres et les croustilles cuites au four, est peu fréquente.

**Figure 3.** Proportion d'espace occupé par des aliments et boissons dans les machines distributrices

Dans les casse-croûte, les plats principaux et les accompagnements de type aliment-camelote sont offerts plus fréquemment que les choix sains. Ces mets composés d'aliments-camelotes sont riches en matières grasses et en sodium. Quant aux aliments offerts en duo ou trio (hot-dog, pogo, etc.), peu d'options santé existent dans les accompagnements. La plupart du temps, les seuls choix d'accompagnements proposés sont une boisson gazeuse ou des frites. En ce qui concerne les desserts, la majorité sont riches en sucres concentrés et de faible valeur nutritive. On remarque une très faible présence de fruits et de desserts laitiers. Le prix des aliments sains est par ailleurs plus élevé que celui des aliments-camelotes. Par exemple, dans les casse-croûte, le prix d'un hot-dog varie de 1,50 \$ à 3,00 \$ alors que celui du spaghetti varie de 5,25 \$ à 6,25 \$. De plus, le prix moyen affiché pour un petit format de boisson gazeuse ou de boisson à saveur de fruits est près d'une fois à deux fois moins élevé que pour le même format de jus de fruits pur à 100 % ou d'eau embouteillée.

La figure 3 présente la médiane de la proportion d'espace occupé par certains aliments et boissons retrouvés dans les machines distributrices. On remarque que l'espace occupé par les aliments-camelotes tels que les boissons gazeuses, les bonbons et les barres de chocolat est beaucoup plus élevé que pour les aliments sains, comme l'eau, le lait et les sandwiches.

### Mode de fonctionnement de l'administration municipale en matière d'offre alimentaire

Il ressort des 27 entrevues réalisées qu'il n'existe pas de lignes directrices ou de politique alimentaire quant aux aliments servis dans les casse-croûte, les restaurants et les machines distributrices dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Sur ces sites, la gestion des machines distributrices est assurée principalement par des concessionnaires alimentaires, des organismes de loisirs ou une combinaison des deux.

### Préoccupations des acteurs municipaux

Les résumés d'entrevues révèlent que la présence de machines distributrices contenant des friandises irrite les dirigeants et employés des sites sportifs, récréatifs et culturels. En effet, plusieurs d'entre eux croient que la malbouffe est incompatible avec la vocation d'un site sportif. Pour cette raison, au moins le tiers des arrondissements

de la Ville de Québec pensent à revoir le type et l'offre alimentaire de leurs installations.

### Propositions de pistes de solution

Le tableau 2 présente un bilan des propositions énoncées par les différents responsables des milieux municipaux, d'organismes de loisirs et des concessionnaires alimentaires lors des entrevues. Ces propositions visent à offrir un environnement alimentaire sain dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Les facteurs facilitants et les obstacles identifiés par les responsables en rapport avec ces propositions sont aussi présentés au tableau 2.

### DISCUSSION

Cette étude permet de constater que l'offre d'aliments sains demeure faible, tant dans les machines distributrices que dans les casse-croûte installés dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec. Parmi les propositions énoncées pour améliorer cette situation, deux éléments apparaissent incontournables : l'ajout d'options santé aux choix des aliments actuellement disponibles et l'élaboration de lignes directrices pour les aliments servis dans les sites sportifs, récréatifs et culturels. L'amélioration de l'offre alimentaire dans les diverses installations de la Ville ne se fera pas sans heurt. En effet, l'offre de choix sains en plus des aliments déjà au menu des casse-croûte ou dans les machines distributrices pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour les concessionnaires alimentaires. Selon une étude portant sur l'offre alimentaire en milieu scolaire, la rentabilité du service alimentaire demeure une question primordiale. Cette question limite la volonté des traiteurs d'améliorer la qualité des aliments offerts, bien que ces derniers semblent très sensibilisés à l'importance d'une saine alimentation<sup>8</sup>.

Il existe peu de concessionnaires alimentaires intéressés à travailler dans les arénas, car les revenus sont parfois faibles en raison d'une fréquentation variable des lieux. Souvent, les casse-croûte ne fonctionnent que sur une base occasionnelle ou saisonnière. La nature et l'aménagement des équipements de cuisson que l'on trouve dans les arénas (friteuses, manque d'espace) constituent également un obstacle à la production de mets et d'aliments sains.

Les municipalités sont toutefois de plus en plus favorables à un environnement alimentaire sain dans leurs sites sportifs, récréatifs et culturels. En effet, pour plusieurs responsables interrogés, cette constatation représente un enjeu de cohérence avec la pratique d'activités physiques. Dans un éditorial du bulletin de l'Union des municipalités du Québec, *le Carrefour d'action municipale et familles*<sup>13</sup>, on souligne que les élus municipaux jouissent d'une position stratégique pour intégrer les notions de santé et de qualité de vie dans leurs projets et initiatives. Ailleurs au Québec, des exemples de changements amorcés dans le monde des loisirs municipaux méritent d'être mentionnés. Ainsi dans la municipalité de Lac-Etchemin, une initiative d'offre d'aliments sains dans un aréna a été réalisée en 2006 et se déroule bien. Des jus de fruits et de légumes, des sous-marins libanais, des yogourts, des muffins maison et des salades y sont maintenant offerts. L'administration municipale et son service des loisirs ont ajusté leurs critères pour le choix de ce qui devrait être au menu et en être exclu. Leur démarche s'appuie sur leur politique famille<sup>14</sup>. Une offre d'aliments sains commence également à voir le jour dans certains arénas de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ainsi qu'aux municipalités de Saint-Léonard et de Sainte-Julie<sup>15-20</sup>. Différentes actions devraient être

**Tableau 2.** Bilan des propositions énoncées par les différents responsables

Propositions	Facteurs facilitants	Obstacles
Ajouter des options santé aux choix actuellement disponibles dans les casse-croûte et machines distributrices des sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec.	Cette proposition faciliterait le virage santé des sites.	La possibilité d'offrir des choix santé entraînerait des coûts supplémentaires difficiles à assumer pour les concessionnaires et les organismes.  Le nombre peu élevé de concessionnaires alimentaires signifie peu de soumissions pour ces propositions.  Cette proposition peut créer une compétition pour la clientèle avec les chaînes de restauration rapide.  Le prix des aliments sains est plus élevé que les aliments présentement proposés.  Les appareils à friture sont déjà en place dans les casse-croûte des arénas.
Doter la Ville de Québec d'une politique alimentaire pour les aliments servis dans ses sites sportifs, récréatifs et culturels.	Cette proposition constitue une avenue prometteuse pour guider le Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire de la Ville de Québec.	Des difficultés sont à prévoir en raison du manque de volonté politique et de la lourdeur bureaucratique.
Amener les huit arrondissements de la Ville de Québec à se concerter pour la rédaction d'un appel d'offres unique pour l'ensemble des installations de la Ville de Québec : • avec un devis d'exploitation plus explicite, en ce qui a trait à l'offre d'aliments sains pour les concessionnaires alimentaires administrant les casse-croûte; • avec ou sans l'aménagement d'une cuisine centrale de production des mets et repas pour l'ensemble des arénas de la Ville de Québec; • avec ou sans création d'un réseau de contacts avec des fournisseurs d'aliments sains pour les concessionnaires et les organismes de loisirs.	Cette proposition faciliterait la gestion des contrats de location et la mise en œuvre d'une politique alimentaire : • facilite le pouvoir de négociation de la Ville avec les concessionnaires; • uniformise l'offre alimentaire dans les arénas.  Cette proposition donne des balises précises pour lesquelles un concessionnaire alimentaire est en mesure de mieux répondre à la demande : • augmente le pouvoir d'achat des concessionnaires ainsi que leur pouvoir de négociation sur le coût des aliments; • peut faciliter le développement d'un marché intéressant pour un éventuel fournisseur d'aliments sains.	
Offrir un soutien financier de la Ville de Québec (Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire et les arrondissements) aux concessionnaires et aux organismes pour les aider à offrir des aliments sains.	Cette proposition constitue un facteur facilitant pour réaliser un virage santé.	
Offrir des incitatifs, par exemple, une baisse de loyer pour le locataire.		
Offrir le soutien de la Ville de Québec (Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire et les arrondissements) dans les domaines suivants : • éducation et sensibilisation auprès des organismes de loisirs : par exemple, les encourager à faire des choix santé; • éducation du public : par exemple, développer un plan de communication incluant une campagne de sensibilisation à la saine alimentation.	Cette proposition constitue un facteur facilitant pour réaliser et faire accepter un virage santé dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de la Ville de Québec.	L'enjeu culturel d'une forte association entre casse-croûte d'arénas, friture et aliments-camelotes.  Les gens ont de la difficulté à se défaire de certaines habitudes alimentaires.

entreprises afin d'améliorer l'offre alimentaire dans diverses installations au sein de tous les arrondissements de la Ville de Québec. Entre autres, il faudrait ajouter des options santé aux choix actuellement offerts dans les casse-croûte et machines distributrices des sites sportifs, récréatifs et culturels. Pour ce faire, la Ville pourrait s'inspirer du *PAG*<sup>6</sup> et de la *Politique-cadre pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif*<sup>21</sup> afin d'élaborer une politique alimentaire. Celle-ci ciblerait les aliments servis dans les sites sportifs, récréatifs et culturels de tous ses arrondissements. Ces recommandations pourraient s'intégrer à l'actuelle *Politique familiale de la Ville de Québec*<sup>22</sup> ainsi qu'à son *plan d'action 2005-2007*<sup>23</sup>, dont l'objectif est d'offrir aux familles des milieux de vie contribuant à leur mieux-être.

Soulignons qu'au moment d'écrire ces lignes, quatre arrondissements de la Ville de Québec ont retiré la malbouffe de leurs centres sportifs<sup>24</sup>, tout en ayant recours à un appel d'offres commun. La réaction de la population quant à ces changements reste à découvrir.

À notre connaissance, ceci est la première étude effectuée sur l'offre alimentaire en milieu municipal. Elle aurait pu être bonifiée par des données émanant des clients, ce qui aurait permis de connaître leurs perceptions et leurs attentes quant à l'offre alimentaire de ces milieux.

## RÉFÉRENCES

- Raine K. Les déterminants de la saine alimentation au Canada : aperçu et synthèse. *Rev can santé publique* 2005;96(Suppl 3):S8-S15.
- Desrosiers H, et coll. Enquête de nutrition auprès des enfants québécois de 4 ans. Québec, QC : Institut de la statistique du Québec, 2005.
- Garriguet D. Vue d'ensemble des habitudes alimentaires des Canadiens – Nutrition : résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. Ottawa, ON : Statistique Canada, 2006.
- Lavallée C. Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois, Volet nutrition. Québec : Institut de la statistique du Québec, 2004.
- Perrault J. L'amélioration des saines habitudes de vie chez les jeunes – Recommandations. Rapport présenté au ministre de la Santé et des Services sociaux par l'équipe de travail pour mobiliser les efforts en prévention. Québec : Gouvernement du Québec, 2005.

6. Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir. Québec : Gouvernement du Québec, 2006.
7. Côté G, Déry V, Vanier L. État de situation de l'environnement alimentaire dans les écoles secondaires de la région de Montréal-Centre. Montréal, QC : Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de santé publique, 2002.
8. Beauchesne-Rondeau É, Chaumette P. Situation environnementale de la nutrition dans les écoles de la région de la Capitale nationale. Beauport, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Capitale nationale, Direction régionale de santé publique, 2004. Disponible en ligne à l'adresse : [www.dspq.qc.ca/asp/detPublication.asp?id=2625](http://www.dspq.qc.ca/asp/detPublication.asp?id=2625) (consulté le 3 février 2009).
9. Morency S, Chaumette P. Portrait des environnements alimentaires des sites sportifs, récréatifs et culturels municipaux de la Ville de Québec. Québec, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Direction régionale de santé publique, 2007. Disponible en ligne à l'adresse : [www.dspq.qc.ca/asp/detPublication.asp?id=2625](http://www.dspq.qc.ca/asp/detPublication.asp?id=2625) (consulté le 3 février 2009).
10. Ouellet F, Saint-Jacques M-C. Les techniques d'échantillonnage, dans : Mayer R, et al. *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Gaëtan Morin Éditeur. Boucherville, 2000;71-89.
11. Proteau M, et coll. CHANTIER : Environnements alimentaires sains. Rapport final. 2005.
12. Valiquette G. *L'analyse des données de focus group (document de travail pour accompagner la session de formation)*. Société québécoise d'évaluation de programme, 2002.
13. Lizée J. Le développement global des jeunes passe aussi par la municipalité! *Carrefour action municipale et famille* 2005;2(3):2.
14. St-Pierre M. Première à Lac-Étchemin : l'aréna municipal passe à la bouffe santé. *Le Soleil* 29 novembre 2006:17.
15. Auger S. Virage santé dans les arénas de Saint-Léonard. *Progrès Saint-Léonard* 12 décembre 2007;59(50):16.
16. Poulin C. Fini les frites à Sainte-Julie. *Le Journal de Montréal* 26 octobre 2007:5.
17. Tremblay R. Les menus santé, pas pour demain. *Le Quotidien* 8 décembre 2007:48.
18. Tremblay R. La décision prise à l'extérieur. *Le Quotidien* 8 décembre 2007:49.
19. Tremblay R. Des efforts sont faits. *Le Quotidien* 8 décembre 2007:50-51.
20. Tremblay R. Des menus santé à portée de main. *Le Quotidien* 8 décembre 2007:52.
21. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Pour un virage santé à l'école : Politique-cadre pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif. Québec, Gouvernement du Québec, 2007.
22. Ville de Québec. Politique familiale de la Ville de Québec, Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire, Service des communications, 2005. Disponible en ligne à l'adresse : [www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs\\_ville/politique\\_familiale.pdf](http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs_ville/politique_familiale.pdf) (consulté le 3 février 2009).
23. Ville de Québec. Plan d'action 2005-2007 de la politique familiale. Québec, Service des loisirs, des sports et de la vie communautaire, Service des communications, 2005. Disponible en ligne à l'adresse : [www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs\\_ville/politique\\_familiale\\_planaction.pdf](http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs_ville/politique_familiale_planaction.pdf) (consulté le 3 février 2009).
24. Fleury E. La malbouffe sort des arénas de Québec. *Le Soleil* 13 mars 2008.

Reçu : 20 octobre 2008

Accepté : 19 mars 2009

## ABSTRACT

**Objective:** The purpose of this study was to evaluate the food environment found in the sports, recreational and cultural facilities of Quebec City. The study also consulted with municipality representatives in order to understand the actions needed to facilitate the introduction of healthier food choices in these venues.

**Method:** Observation visits were carried out in order to determine the nature of the food sold and served in the sports, recreational and cultural facilities. Semi-structured interviews were conducted with Quebec City representatives, community organizations, caterers and a representative of the Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

**Results:** In general, there was little availability of healthy food choices in the vending machines and snack bars found in the sports and recreational facilities. The city does not have guidelines or a food policy for the food sold in its sports, recreational and cultural facilities, even though a majority of the questioned representatives said they were concerned about the quality of the food served in these facilities. Different solutions are proposed to correct this situation.

**Conclusion:** Most foods offered in sports, recreational and cultural facilities are of low nutritional value. Citywide guidelines should be introduced to control the quality and the quantity of healthy foods and snacks sold in the municipal facilities. Although introducing these measures may be challenging, a majority of the municipal representatives agree with the proposed changes. They believe that a healthier food environment goes hand in hand with the practice of physical activity.

**Key words:** Food environment; nutrition; municipalities

La Coalition canadienne  
pour la sensibilisation et la  
promotion de la vaccination  
[immunize.ca](http://immunize.ca)



# Restez au courant !

La Coalition canadienne pour la sensibilisation et la promotion de la vaccination (CCSPV) envoie son nouveau *Bulletin CCSPV* aux membres de la Coalition toutes les 2 semaines. Contenu : campagnes, conférences, des nouvelles ressources, médias, et beaucoup plus. On vous invite à visiter notre site Web, [immunize.ca](http://immunize.ca), pour vous abonner à notre liste.

La Coalition est en train de développer sa campagne annuelle de promotion de la vaccination contre l'influenza. Des affiches, un guide de poche pour les prestataires de soins de santé, et d'autres ressources gratuites seront disponibles. Un bon de commande sera affiché sur [immunize.ca](http://immunize.ca) pendant l'été. Pour assurer les quantités, la date limite pour faire les commandes est fixée pour le mi-août. La livraison des ressources commencera en mi-octobre.